



Aviva Canada
**Rapport sur les risques associés
aux entreprises – Édition Québec**

Une analyse des risques particuliers
auxquels sont confrontées les
entreprises québécoises

Voici le Rapport d'Aviva Canada sur les risques associés aux entreprises – Édition Québec

Le Rapport d'Aviva Canada sur les risques associés aux entreprises – Édition Québec analyse en profondeur l'état actuel de la gestion des risques du point de vue de propriétaires et de décideurs d'entreprises implantées au Québec. Premier rapport du genre à se concentrer sur les entreprises québécoises, il fait partie d'une série annuelle de rapports qu'Aviva prévoit publier pour donner suite à son engagement d'aider toutes les entreprises à comprendre les risques particuliers auxquels elles sont collectivement confrontées, à mieux gérer ces risques et à se préparer pour l'avenir.

Les renseignements étayant ce rapport ont été recueillis dans le cadre d'entretiens et de sondages menés en ligne auprès de 300 dirigeants d'entreprises québécoises, dont des petites et moyennes entreprises (PME) et des multinationales ayant leur siège social au Québec. Les entreprises québécoises ont été divisées en cinq catégories – des micro et petites entreprises, dont le chiffre d'affaires est inférieur à 2,5 millions de dollars, aux grandes entreprises, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 250 millions de dollars. Les entreprises participantes ont été choisies parmi l'ensemble des entreprises québécoises en toute impartialité, sans tenir compte de l'existence d'une quelconque relation avec Aviva.

Les dirigeants nous ont fait savoir que le contexte de risque dans lequel les entreprises québécoises évoluent est unique par rapport au reste du Canada. Les préoccupations entourant les événements de santé publique comme la COVID-19 sont plus atténuées dans cette province, tandis que les risques environnementaux, les catastrophes naturelles comme les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont à l'avant-plan des risques pour les entreprises québécoises. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les répondants considèrent l'interruption des activités comme le principal risque auquel sont confrontées les entreprises de la province – un contraste marqué avec le reste du Canada, où ce risque occupe la cinquième place.¹

Les renseignements contenus dans ce rapport suggèrent une très grande résilience de la part des entreprises québécoises et des personnes qui y travaillent. Tout comme dans le reste du Canada, celles-ci ont démontré leur capacité à s'adapter face à une pandémie mondiale.

¹ <https://www.aviva.ca/content/dam/aviva-public/ca/pdf/Reports/aviva-canada-risk-insights-report-2022.pdf>



Contexte et méthode

L'étude a été réalisée en partenariat avec Logit Group, en septembre 2021, dans le cadre d'un sondage en ligne auquel ont participé près de 317 propriétaires, cadres et décideurs clés d'entreprises québécoises exerçant leurs activités dans des secteurs variés. La majorité des répondants (91 %) ont répondu en anglais. Notre objectif consistait à mieux comprendre un large éventail de points de vue, et notamment les risques d'entreprise, les préoccupations réglementaires et d'autres enjeux liés à la pandémie en cours.

Pour les besoins du rapport, les entreprises sont classées en cinq catégories distinctes selon leur chiffre d'affaires annuel (tous les montants exprimés dans ce rapport sont en dollars canadiens) :

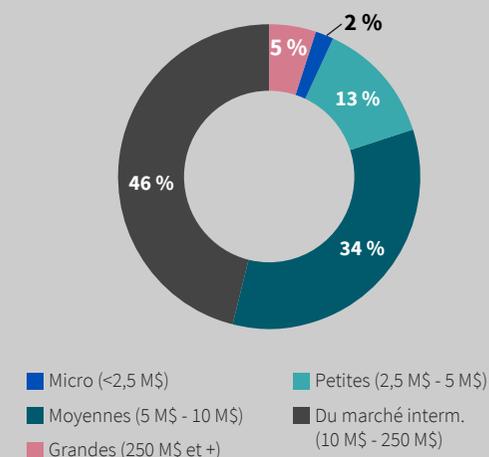
- **Microentreprises** – entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 2,5 millions de dollars.
- **Petites entreprises** – entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 2,5 et 5 millions de dollars.
- **Entreprises moyennes** – entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 5 et 10 millions de dollars.
- **Marché intermédiaire** – entreprises dont le chiffre d'affaires annuel se situe entre 10 et 250 millions de dollars.
- **Grandes entreprises** – entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 millions de dollars.

Les entreprises sont également regroupées en neuf secteurs d'activité représentatifs d'un éventail d'intérêts économiques.

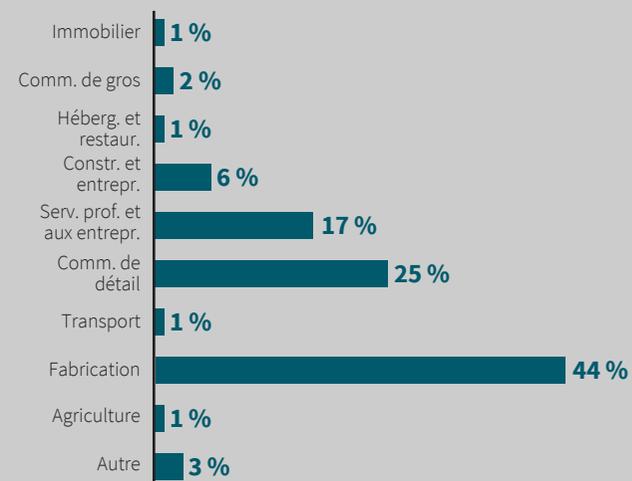
Contexte et méthode

Au total, 317 entrevues ont été réalisées au Québec, dans le cadre desquelles les principaux secteurs de la région étaient représentés. La majorité des répondants québécois (91 %) ont répondu en anglais.

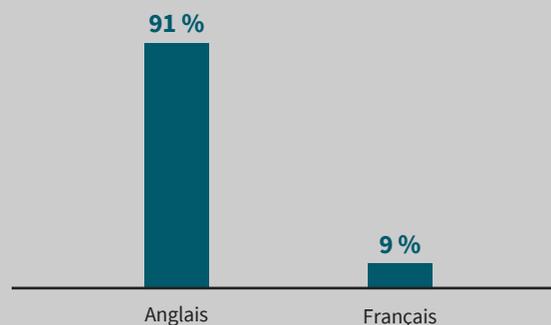
Chiffre d'affaires de l'entreprise



Secteur d'activité



Langue



Sexe

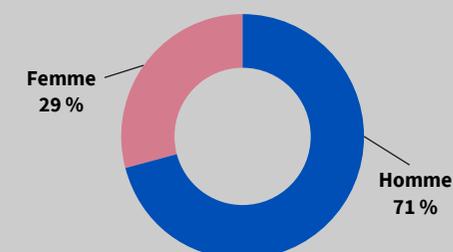


Table des matières

Principales constatations

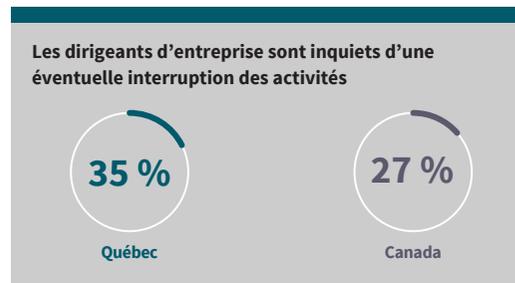
1. L'interruption des activités constitue le principal risque au Québec.....	05
2. Le Québec est davantage axé sur l'environnement.....	07
3. La gestion des risques est un obstacle financier.....	10
Conclusion.....	12

1. L'interruption des activités constitue le principal risque au Québec



La COVID-19 a causé des perturbations généralisées et persistantes, paralysant les chaînes d'approvisionnement du monde entier et précipitant le monde des affaires dans l'incertitude économique. Au Canada, les chaînes d'approvisionnement n'ont pas réussi à s'adapter à la nouvelle réalité, ce qui a exposé les entreprises à des pertes financières importantes et à un risque pour leur réputation. Les perturbations des activités et les répercussions sur les chaînes d'approvisionnement ont particulièrement frappé le Québec où la principale branche d'activité est le secteur manufacturier, qui compte pour près de 13 % du produit intérieur brut².

Manufacturiers et Exportateurs du Québec a estimé³ à 4 milliards de dollars les pertes survenues au chapitre des ventes pendant la première vague de la pandémie. Ces pertes, attribuables à l'interruption des activités, perdurent. Selon les dirigeants d'entreprise avec qui nous nous sommes entretenus, plus d'un sur trois (35 %) considère une éventuelle interruption des activités comme une menace imminente, comparativement à 27 % dans toutes les autres régions canadiennes. Notre étude a également révélé que les entreprises du marché intermédiaire sont davantage préoccupées par le risque de perturbations des chaînes d'approvisionnement que les entreprises de la province appartenant aux autres catégories.



« Le secteur manufacturier du Québec a été durement touché par la COVID-19, perdant des milliards de dollars pendant les confinements et subissant les conséquences désastreuses des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Nos recherches montrent que les entreprises québécoises sont plus méfiantes à l'égard du risque d'interruption des activités que leurs homologues des autres provinces. Elles sont conscientes qu'il faut s'attendre à pire, que ce soit sous la forme de nouvelles perturbations des chaînes d'approvisionnement, d'inflation, de défis en matière de personnel ou d'événements géopolitiques. Les entreprises devront continuellement revoir et rajuster leurs plans d'urgence afin de gérer les risques à venir. »

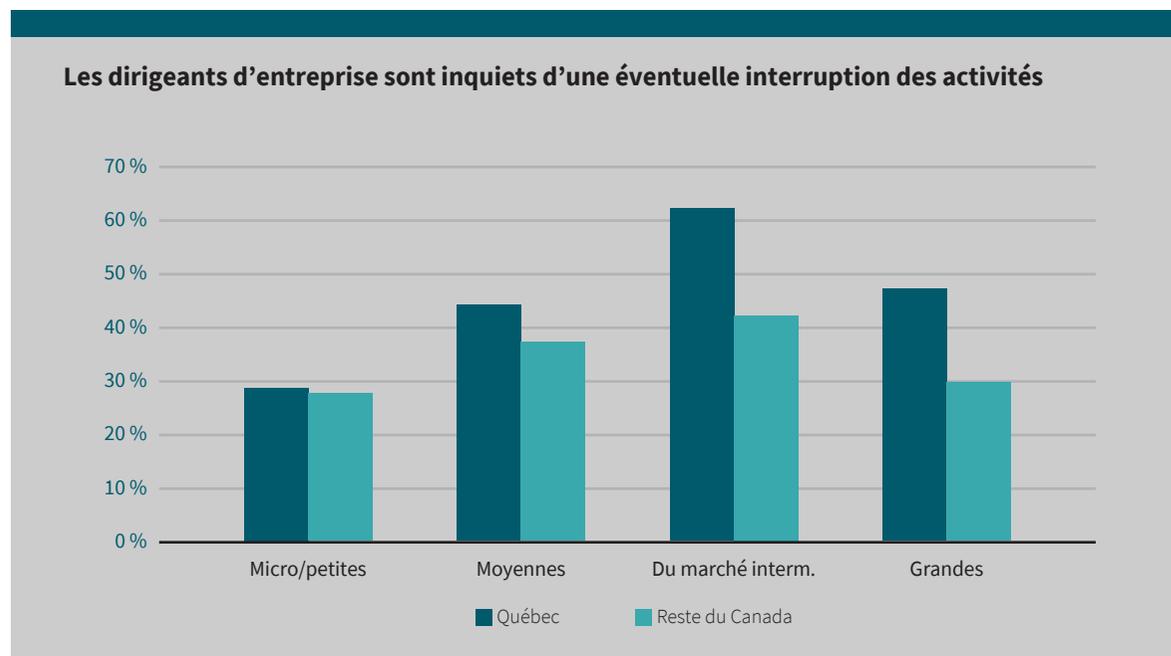
Urs Uhlmann
directeur général, GCS
Aviva Canada

² <https://www.statista.com/statistics/607887/gdp-distribution-of-quebec-canada-by-industry>

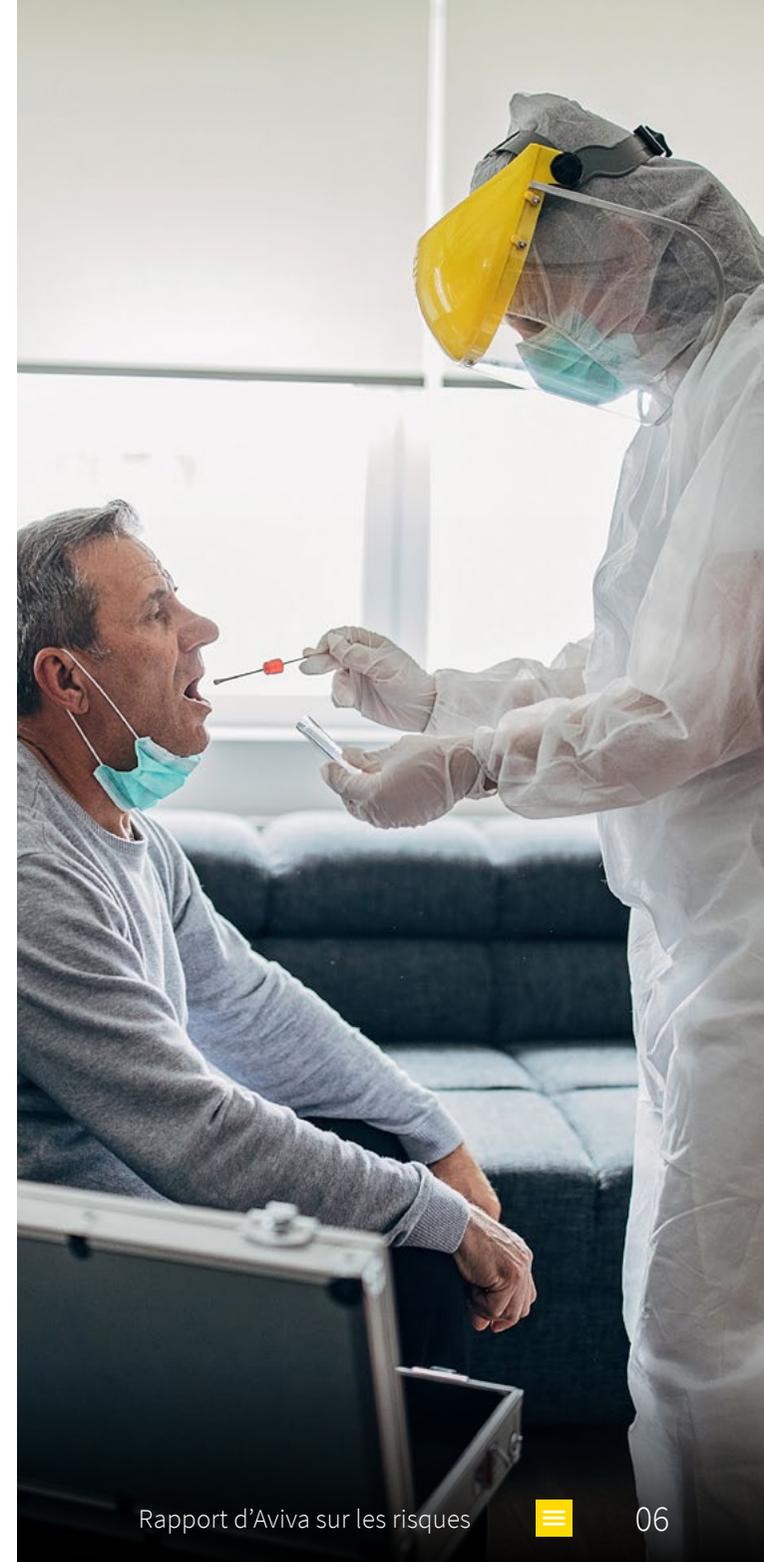
³ <https://canada.autonews.com/suppliers/complete-lockdown-quebec-would-threaten-supply-chain-province-told>

S'armer contre l'imprévu

C'est peut-être cette crainte d'une interruption des activités qui a incité les entreprises québécoises à se préparer davantage que leurs homologues du reste du Canada. Comme l'a montré notre étude, les entreprises québécoises estiment que leur plan de continuité des activités (PCA) a bien résisté aux restrictions de la pandémie et seul un faible pourcentage d'entreprises au sein de chaque catégorie pense qu'il devra être considérablement révisé.



Au moins un quart des entreprises québécoises affirment qu'elles effectuent actuellement une analyse de la chaîne d'approvisionnement (ce pourcentage grimpe à 31 % pour les entreprises du marché intermédiaire) et près d'un tiers des entreprises, toutes tailles confondues, procèdent à une évaluation des risques de répercussion sur leurs activités. À l'heure où les entreprises cherchent à examiner leurs chaînes d'approvisionnement, les risques émergents à prendre en compte dans le cadre d'un PCA ne manquent pas. Les changements climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes continueront de générer des risques imminents pour les activités des entreprises et les chaînes d'approvisionnement. Bien que moins d'un tiers des répondants (28 %) se disent préoccupés par les cyberattaques, l'augmentation et la gravité générale de ces événements, combinées à une dépendance croissante envers la technologie, illustrent l'importance de disposer d'outils d'atténuation des risques comme une cyberassurance et d'autres assurances contre les pertes d'exploitation. Il ne faut pas seulement être conscient des risques; il faut aussi se préparer au pire et avoir un plan.



2. Le Québec est davantage axé sur l'environnement

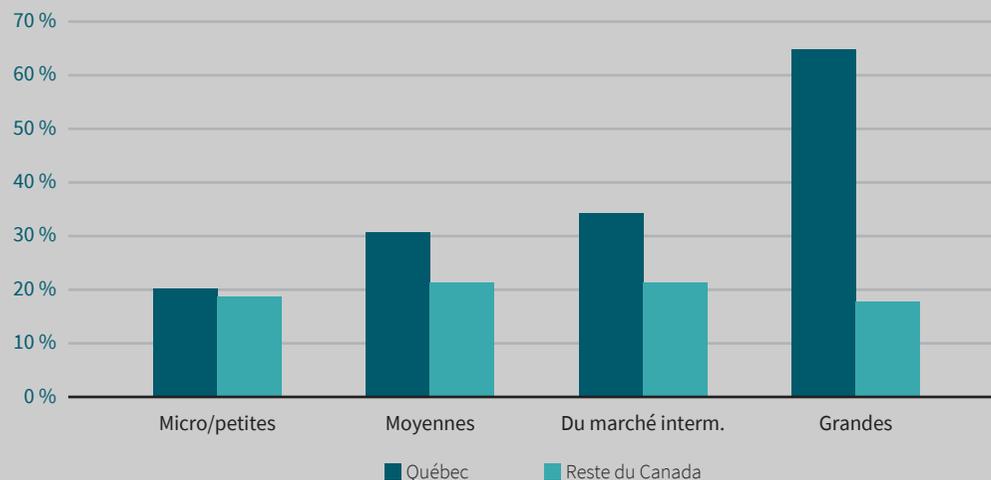
Les paysages riches et variés qui donnent au Québec son surnom de « belle province » l'exposent également à des conditions météorologiques extrêmes et dangereuses, à des tremblements de terre et à des inondations. La tempête de verglas de 1998, qui a privé 150 000 personnes d'électricité pendant trois semaines et causé 2 milliards de dollars de dommages, et les inondations qui ont déplacé des milliers de personnes en 2017, puis en 2019, sont emblématiques des risques auxquels la région est exposée. Il n'est donc pas surprenant que l'exposition aux catastrophes naturelles et aux risques environnementaux influence la prédisposition des propriétaires et des décideurs d'entreprises québécoises à se préoccuper de l'environnement. D'après les réponses aux questions du sondage, les risques environnementaux sont

perçus comme la deuxième plus grande menace, alors qu'ils arrivent en neuvième position dans le reste du Canada.⁴

D'un point de vue sectoriel, les risques environnementaux sont moins importants pour le secteur manufacturier (32 %), qui est davantage préoccupé par les risques liés à la santé et au bien-être des employés ainsi que les risques portant atteinte à la réputation et à la marque. Dans le commerce de détail toutefois, quatre entreprises sur dix considèrent les risques environnementaux comme une menace importante qu'il faut surveiller. Pour 65 % des grandes entreprises, les risques environnementaux éclipsent toutes les autres préoccupations. Cette sensibilité écologique influence les mesures prises par les entreprises québécoises pour atténuer les risques.



Les entreprises québécoises se sentaient mieux préparées à la pandémie que celles du reste du Canada



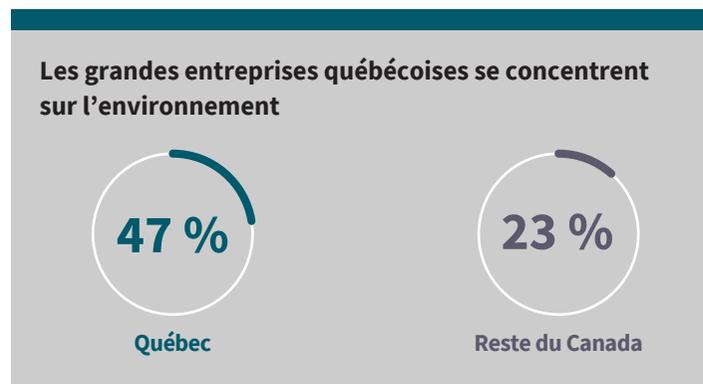
⁴ <https://www.aviva.ca/content/dam/aviva-public/ca/pdf/Reports/aviva-canada-risk-insights-report-2022.pdf>



Une fibre environnementaliste

Selon le groupe de recherche *Réseau Inondations InterSectoriel du Québec*, 80 % des municipalités québécoises sont à risque d'inondation⁵. Nos entretiens avec les répondants ont montré qu'ils étaient conscients de ce risque et que les entreprises québécoises étaient beaucoup plus susceptibles de mettre en place des plans d'intervention d'urgence en cas d'inondation ou d'autres catastrophes naturelles que celles du reste du Canada. Ce constat est particulièrement criant parmi les entreprises de taille moyenne et du marché intermédiaire, qui étaient deux fois plus susceptibles de se prémunir contre ces catastrophes que leurs homologues du reste du pays.

En plus de se préparer à faire face aux risques environnementaux, les entreprises québécoises sont également plus susceptibles de penser à leur propre empreinte carbone et sociale. D'après les résultats obtenus, les répondants au Québec sont davantage portés à croire que les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont extrêmement importants, surtout pour les grandes entreprises. Près de la moitié d'entre eux (47 %) considèrent que les facteurs environnementaux, comme l'utilisation de matériaux durables et la réduction des déchets, sont très importants, contre 23 % des grandes entreprises au Canada. Quatre entreprises de taille moyenne sur dix affirment que les facteurs sociaux, comme la diversité de la main-d'œuvre, les inégalités salariales entre les sexes, les droits de la personne et le bien-être animal, ainsi que les facteurs de gouvernance conforme à l'éthique, comme l'amélioration des relations avec les employés et la fin des salaires excessifs pour les dirigeants, sont extrêmement importants.



En ce qui concerne l'avenir, la majorité des entreprises québécoises affirment que les facteurs ESG gagnent en importance et près de quatre entreprises sur dix considèrent l'approvisionnement responsable comme extrêmement important.

⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/flooding-quebec-prepare-1.4963293>

« Au Québec, les entreprises sont particulièrement sensibles aux risques environnementaux, soulignant l'importance d'intégrer les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs décisions et compensant leur propre empreinte carbone. Alors que le changement climatique continue d'amplifier d'autres risques tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la volatilité économique, leur approche comportant une dimension écologique et sociale leur permettra d'être bien positionnées face aux risques à venir. »

Fred Shurbaji

Directeur général, Petites et moyennes entreprises (PME), Aviva Canada



3. La gestion des risques est un obstacle financier

Derrière les risques d'interruption des activités et environnementaux viennent, selon un tiers des dirigeants d'entreprises québécoises avec lesquels nous nous sommes entretenus, le développement des marchés ainsi que la santé et le bien-être des employés. Collectivement, ces risques agissent les uns sur les autres. En effet, des chaînes d'approvisionnement rompues peuvent freiner la croissance de nouveaux marchés. Quant aux risques environnementaux, ils ont habituellement des conséquences sur la santé et le bien-être des employés. Ajoutons à tout cela le contexte de fatigue alimentée par la pandémie : le monde est devenu instable.

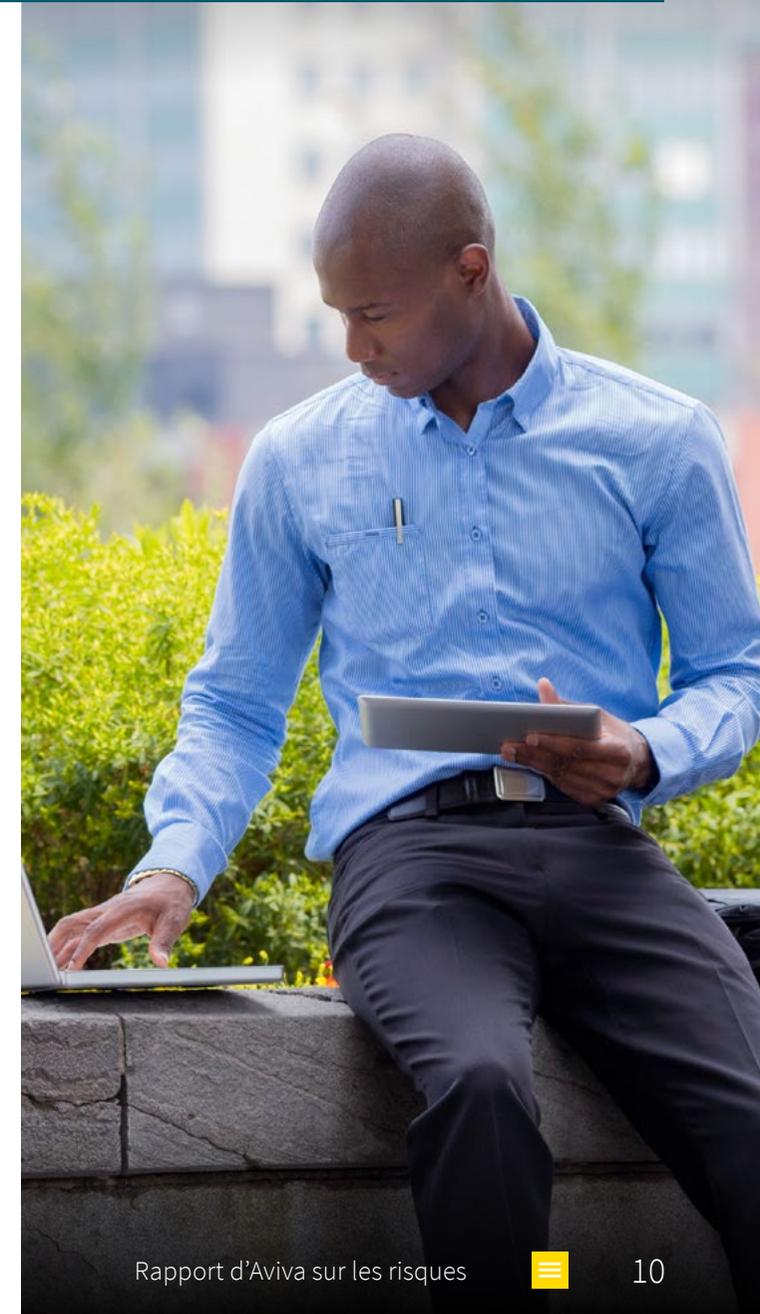
Les entreprises québécoises sont-elles proactives? Il ressort de l'étude qu'elles se sentent bien protégées par leur PCA. Trois entreprises de taille moyenne et du marché intermédiaire sur quatre au Québec affirment qu'elles augmenteront leurs activités de gestion des risques au cours des prochaines années, ce qui concorde avec les données du reste du Canada.

Ce sont des problèmes d'ordre budgétaire et un manque d'expertise qui empêcheront les entreprises québécoises de mettre en place davantage de protocoles de prévention des risques.

En dépit du fait que les risques sont connus, s'armer contre l'imprévu est un obstacle à la fois financier et logistique. Selon les répondants, ce sont des problèmes d'ordre budgétaire et un manque d'expertise qui empêcheront les entreprises québécoises de mettre en place davantage de protocoles de prévention des risques. Le manque d'appui de la part de la haute direction est également une préoccupation. Par ailleurs, un peu plus de la moitié des entreprises québécoise de taille moyenne (56 %) et du marché intermédiaire (61 %) affirment qu'elles sont beaucoup moins susceptibles de souscrire davantage d'assurance en raison de leurs budgets limités, comparativement au reste du Canada.

Là où le Québec et le reste du Canada se rejoignent, c'est dans le peu d'empressement manifesté pour la gestion des risques. Les entreprises québécoises ne sont que 17 % à accorder la priorité à la gestion des risques (ce résultat est comparable à celui obtenu pour l'ensemble du Canada), préférant se concentrer sur la croissance et l'investissement dans les TI, ainsi que sur le maintien en poste des effectifs et l'acquisition de clients.

L'état d'esprit est à la reprise, ce qui est logique pour une province qui a vu son secteur manufacturier – le secteur d'activité influant le plus sur son PIB – aux prises avec la réglementation en matière de santé et de sécurité, des pénuries de chaînes d'approvisionnement et l'érosion générale de la santé mentale des employés.





« La COVID-19 a soumis les entreprises québécoises à un test de résistance relativement à leur méthode de gestion des risques et de planification de la poursuite des activités, et bon nombre des entreprises avec lesquelles nous nous sommes entretenus sont ressorties plus fortes de cette épreuve. Au cours des cinq prochaines années, elles se concentreront davantage sur les activités de gestion des risques. Toutefois, l'obstacle à surmonter ne sera pas tant les risques eux-mêmes que la nécessité de disposer du budget et de l'expertise appropriée pour assurer la sécurité et la longévité de leurs activités. »

Susan Penwarden

Cheffe de la Production technique, Aviva Canada

Conclusion



On peut difficilement imaginer une période de l'histoire récente ayant eu une plus grande incidence sur notre perception des risques que ces 20 derniers mois. À l'instar de celles du reste du Canada, les entreprises québécoises ont dû lutter pour garder leurs portes ouvertes dans un contexte de confinement et de renforcement des protocoles de santé et de sécurité. Elles ont perdu d'innombrables employés au profit d'autres secteurs et ont vu leurs chaînes d'approvisionnement mises à l'épreuve jusqu'au point de rupture.

Et pourtant, malgré les plus grandes perturbations que les entreprises aient connues depuis des décennies, elles sont allées de l'avant, tout comme elles l'ont fait lors de certaines des pires catastrophes naturelles de l'histoire du Canada. Elles se sont adaptées; elles sont plus conscientes des risques qui les entourent. Leurs PCA les ont aidées à traverser le pire et elles se concentrent désormais sur les changements qui auront des retombées sur l'environnement et le bien commun. Le rapport le montre très clairement.

La COVID-19 a fondamentalement remis en question la façon dont les entreprises évaluent, gèrent et atténuent les risques. Ces dernières s'attaquent toutefois à ces défis de front et avec lucidité. Aviva Canada s'efforce de contribuer à cet effort en aidant les entreprises à s'armer contre l'imprévu. Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de cet engagement.

Pour nous joindre

Nous espérons que ce rapport vous aide à comprendre les risques auxquels votre entreprise pourrait être confrontée en 2022 et dans les années à venir. Pour plus de précisions, consultez le **blogue Solutions d'affaires Aviva** ou communiquez avec votre courtier d'assurance ou notre équipe interne d'experts en gestion des risques.

Consultez le site Web sur les **solutions de gestion des risques d'Aviva.**

Publié par Aviva Canada Inc.

À propos d'Aviva Canada

Aviva Canada est l'un des plus importants groupes d'assurance de dommages au Canada et une filiale d'Aviva plc au Royaume-Uni. Elle offre des produits d'assurance aux entreprises pour protéger leurs actifs ainsi qu'aux particuliers pour protéger leur résidence, leur automobile et leur mode de vie. Aviva Canada et ses 4 000 employés ont à cœur de construire un avenir durable pour le bien-être de près de deux millions et demi d'assurés, de ses employés, des diverses collectivités et de notre planète. En 2019, Aviva Canada a lancé le programme Unis pour des routes plus sûres qui fait appel à des solutions fondées sur des données et des partenariats stratégiques pour que la sécurité des routes canadiennes devienne une réalité pour tous. En 2021, Aviva a annoncé son objectif mondial de devenir une entreprise zéro émission nette (ZéN) d'ici 2040 — le plus exigeant que se soit fixé une grande compagnie d'assurance dans le monde.

Pour en savoir plus, consultez le site [aviva.ca](https://www.aviva.ca).

